Service public en question

La droite repart en guerre contre la redevance radio-TV

Réunis à Berne, le PLR et l'UDC ont lancé leur initiative «200 francs, c'est assez!» qui vise à réduire la taxe des ménages. Réactions.

«Nous voulons plus de marché et moins d'État dans le domaine médiatique.» Le ton est donné par Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse et membre du comité d'initiative. Après la votation sur «No Billag», la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) est à nouveau dans le viseur de la droite ce mardi 1er mars.

Avec son initiative «200 francs, c'est assez!» le comité souhaite réduire la redevance de chaque ménage à 200 francs par an et supprimer cette taxe pour les entreprises. Déjà victorieux contre la loi sur l'aide aux médias le 13 février dernier, le camp bourgeois a le vent en poupe et semble vouloir en profiter.

Pour rappel, la redevance médias est payée par chaque foyer des moyens du en Suisse ainsi que par certaines entreprises. Elle finance les médias publics et soutient les radios locales privées.

L'ex-conseillère fédérale Doris Leuthard avait déjà dû voler à son «Tous les citoyens secours en 2017, face à l'initiative «No Billag», qui prévoyait de la supprimer. Pour éviter que les

sans le sou, l'ancienne cheffe de national (UDC/ZH) l'Office fédéral de la communication avait lâché du lest. La redevance des ménages était passée de 451 à 365 francs par année. Le coup marketing avait fonctionné: l'initiative «No Billag» a été refusée par 71,6% des Suisses. Aujourd'hui, ils paient 335 francs par an pour avoir accès aux services radio et TV de la SSR.

600 millions de moins

contribution, le conseiller national estime que leur initiative perde plus d'argent. Matthias Müller, le président des Jeunes libéraux-radicaux suisses, renchérit en tant que particuliers.» en s'adressant à sa génération: «Nous les jeunes, nous sommes «Beaucoup trop extrême» contraints de payer une offre que Pour ne pas pénaliser les minorinous n'utilisons guère. C'est injuste car de nombreuses jeunes personnes ne roulent pas sur l'or.» Si l'initiative est acceptée

«Ce serait supprimer une énorme partie service public.»

Marianne Maret, conseillère aux États (Centre/VS)

profitent de cette initiative.»

par le peuple, le comité estime que la SSR touchera 700 millions de francs au lieu d'environ 1,3 milliard en 2021.

Autre volet important du projet: la suppression de la redevance pour les entreprises suisses. Aujourd'hui, celles-ci paient une facture plus ou moins salée selon leur chiffre d'affaires. Une injustice aux yeux de Hans Ulrich Bigler, direc-C'est encore trop selon Thomas teur de l'Union suisse des arts et Matter (UDC/ZH). En abaissant la métiers: «Pourquoi les entreprises devraient-elles payer une soi-disant redevance pour une prestamettra aux ménages de disposer tion qu'elles ne peuvent même pas consommer? Les entrepreneurs et les employés paient déjà l'impôt

tés linguistiques, l'initiative prévoit aussi un mécanisme de péréquation qui permettrait par exemple aux télévisions et radios italophones de conserver le même niveau de financement.

Selon Marianne Maret (Centre/ VS), les propositions du comité ne sont pas acceptables: «C'est beaucoup trop extrême, affirme-t-elle. Passer de 335 francs à 200, ce serait supprimer une énorme partie des moyens à disposition du service public.» La conseillère aux États n'est toutefois pas contre l'idée de réduire la redevance. Elle estime cependant que cette baisse devrait être plus rationnelle: «On doit analyser les mieux questionner cette rede- guerre, elle arrive au pire mo- que le rôle de la SSR doit être revance.»

La Valaisanne comprend toutreprises à la caisse est «désuet» et soutiendrait une éventuelle motion visant à supprimer cette obligation.

Un rôle à repenser

Le ton est plus ferme à gauche, où idéologique, s'exclame Valérie Piller Carrard (PS/FR). Alors que l'on

ment.»

tefois certains arguments avancés pelle que le peuple a déjà refusé à diffuser de la publicité sur ses par le comité. Elle estime par le projet «No Billag»: «Avec cette canaux en ligne, ce qu'elle ne peut exemple que faire passer les en- initiative, on revient par la petite pas faire pour l'instant.» porte pour attaquer le service puoffrant une information de qualité.» Que pense-t-elle d'une suppression de la redevance pour les entreprises? «Elles profitent d'une l'on refuse catégoriquement une bonne stabilité politique, en parréduction de la redevance. «Je suis tie grâce au travail des médias. Je contre cette initiative purement ne vois pas pourquoi elles ne paieraient pas.»

La socialiste dit niet à la réduc-

chiffres de façon froide, pour vitune période de pandémie et de tion de la redevance, mais admet nouvelé: «On pourrait par La conseillère nationale rap- exemple envisager de l'autoriser

> Le comité d'initiative commenblic. Face aux fake news, nous cera bientôt la récolte de signaavons besoin de médias publics tures. Réussira-t-il cette fois à convaincre le peuple de réduire le financement de la SSR? «Nous sommes convaincus que nous nous battons pour une cause bonne. Tous les citovens de notre pays profitent de cette initiative», assure Thomas Matter.



Thomas Matter (UDC/ZH) estime que réduire la redevance «garantira une concurrence loyale entre une institution quasi monopolistique et les producteurs privés». KEYSTONE/ANTHONY ANEX